



Dépêche No. 753 | 22 décembre 2023

# Les Mauritaniens n'adhèrent pas au principe de l'égalité des genres dans l'emploi et le foncier

Dépêche No. 753 d'Afrobarometer | Houda Selmane

## Résumé

Les filles et les femmes continuent de subir des désavantages dans divers domaines sur le continent africain et partout dans le monde alors que l'égalité des sexes est un facteur clé de développement (Egbetayo, 2019).

En Mauritanie, les inégalités entre les hommes et les femmes sont manifestes sur le marché du travail, avec seulement 26,4% de femmes actives contre 56,6% d'hommes. Le secteur informel, où les conditions de travail sont parfois précaires, est prédominant parmi les femmes en Mauritanie, touchant 76,5% d'entre elles, contre 42,9% des hommes. Cette situation reflète une discrimination structurelle, renforcée par la persistance de stéréotypes, d'attentes et de normes basées sur le genre (Nations Unies, 2023).

Dans le domaine de l'éducation, les disparités entre les sexes en Mauritanie sont également marquées. A partir du second cycle du secondaire, le taux d'abandon scolaire est plus élevé chez les filles (80,7%) que chez les garçons (73,6%). Les principales causes de cet écart sont le mariage et les grossesses précoces, qui limitent fortement les opportunités éducatives des filles. Les normes sociales et la pression parentale conduisent fréquemment les filles à se marier et à quitter l'école (Samuel Hall, 2022).

Pour combler les inégalités entre les sexes et renforcer l'autonomie des femmes et des filles, la Mauritanie a adopté des lois pour prohiber les pratiques discriminatoires telles que les mariages infantiles et les mutilations génitales féminines. Un quota électoral a été aussi adopté afin d'augmenter le nombre de femmes à des postes influents en politique (Nations Unies, 2023).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire d'Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des Mauritaniens sur l'égalité des sexes dans le contrôle des actifs, l'embauche, la propriété foncière et le leadership politique.

D'après les résultats, il existe des écarts entre les sexes en ce qui concerne l'accès à l'éducation, la possession de certains actifs et l'autonomie dans la gestion des revenus.

Les Mauritaniens n'adhèrent pas au principe d'égalité en matière d'accès à l'emploi et à la terre.

Si la majorité des répondants soutiennent que les femmes devraient être éligibles à des postes politiques autant que les hommes, beaucoup pensent aussi qu'il est probable qu'une femme qui se présente aux élections soit critiquée ou harcelée.

L'inégalité d'accès à l'éducation, l'inégal traitement en milieu professionnel et le manque de femmes à des postes d'influence dans le gouvernement sont les plus grands défis liés à l'égalité entre les genres aux yeux des Mauritaniens, qui ne s'accordent pas pour approuver les efforts de leur gouvernement dans la protection des droits de la femme.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Mauritanie, conduite par SISTA Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes mauritaniens en novembre 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

## Résultats clés

- Les hommes sont plus nombreux que les femmes à profiter de l'éducation secondaire et post-secondaire (37% vs. 30%), tandis qu'il y a plus de femmes que d'hommes non-instruits (43% vs. 39%).
- Plus d'hommes que de femmes possèdent des actifs comme une radio (42% vs. 34%), une voiture ou moto (26% vs. 20%) et un compte bancaire (23% vs. 18%).
- Les hommes (61%) sont plus nombreux que les femmes (46%) à déclarer qu'ils prennent eux-mêmes les décisions sur la gestion des revenus de leur ménage.
- La majorité des Mauritaniens s'opposent aux principes d'égalité en matière d'accès au foncier (63%) et à l'emploi (59%).
  - Cependant, deux tiers (66%) des répondants affirment que les femmes jouissent effectivement de l'égalité d'accès à l'emploi. Seulement 31% partagent ce point de vue quant à l'accès à la terre.
- Près de six Mauritaniens sur 10 (57%) soutiennent l'éligibilité des femmes au même titre que les hommes à des postes politiques.
  - La majorité (65%) des répondants pensent que les femmes qui se présentent aux élections gagneraient en réputation, mais beaucoup pensent qu'il est probable qu'elles soient critiquées ou harcelées par d'autres membres de la communauté (50%) et aient des problèmes avec leurs familles (34%).
- L'inégalité d'accès à l'éducation est la première question prioritaire d'égalité des genres à traiter dans le pays, suivie de l'inégal traitement en milieu professionnel et le manque de femmes à des postes d'influence dans le gouvernement, selon les citoyens.
- Les Mauritaniens sont divisés sur l'appréciation des performances de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes (46% bonne vs. 54% mauvaise).

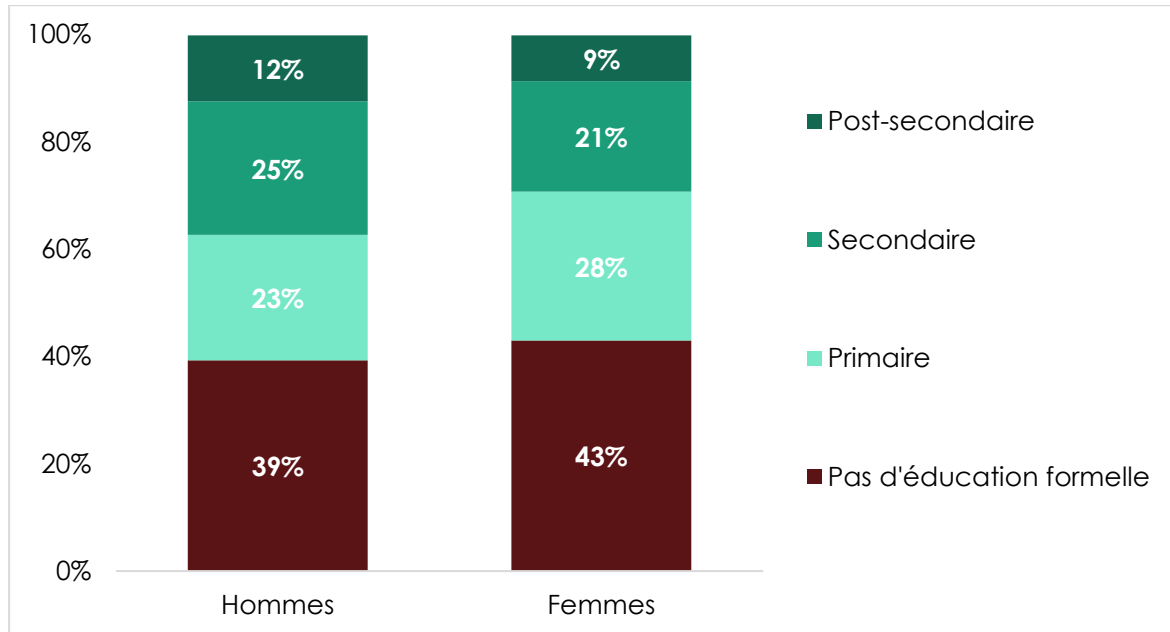
## Education, possession d'actifs et autonomie

En Mauritanie, les hommes sont plus nombreux que les femmes à profiter de l'enseignement secondaire et post-secondaire (37% vs. 30%), pendant qu'il y a plus de femmes que d'hommes qui n'ont reçu aucune éducation formelle (43% vs. 39%) (Figure 1).

Pour le contrôle des actifs, plus d'hommes que de femmes possèdent une radio (42% vs. 34%), une voiture ou moto (26% vs. 20%) et un compte bancaire (23% vs. 18%), tandis qu'il n'y a pas d'écarts significatifs en ce qui concerne les téléphones portables, les télévisions et les ordinateurs (Figure 2).

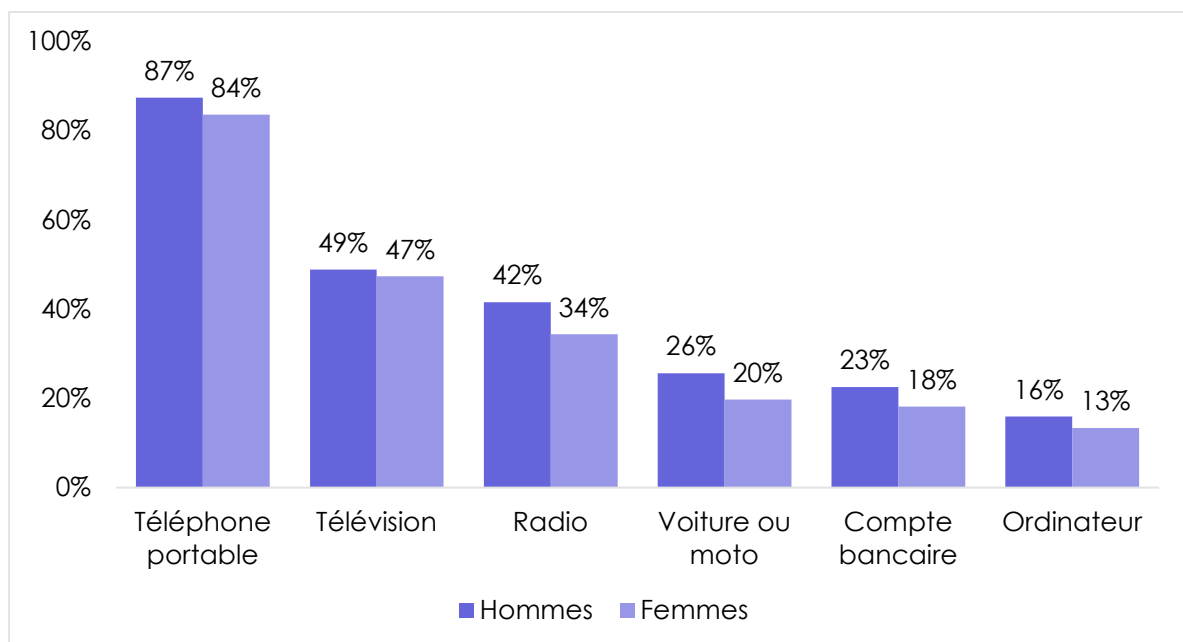
Aussi, les hommes (61%) sont plus beaucoup que les femmes (46%) à dire qu'ils prennent eux-mêmes les décisions sur la gestion des revenus de leur ménage (Figure 3).

**Figure 1 : Niveau d'instruction** | par sexe | Mauritanie | 2022



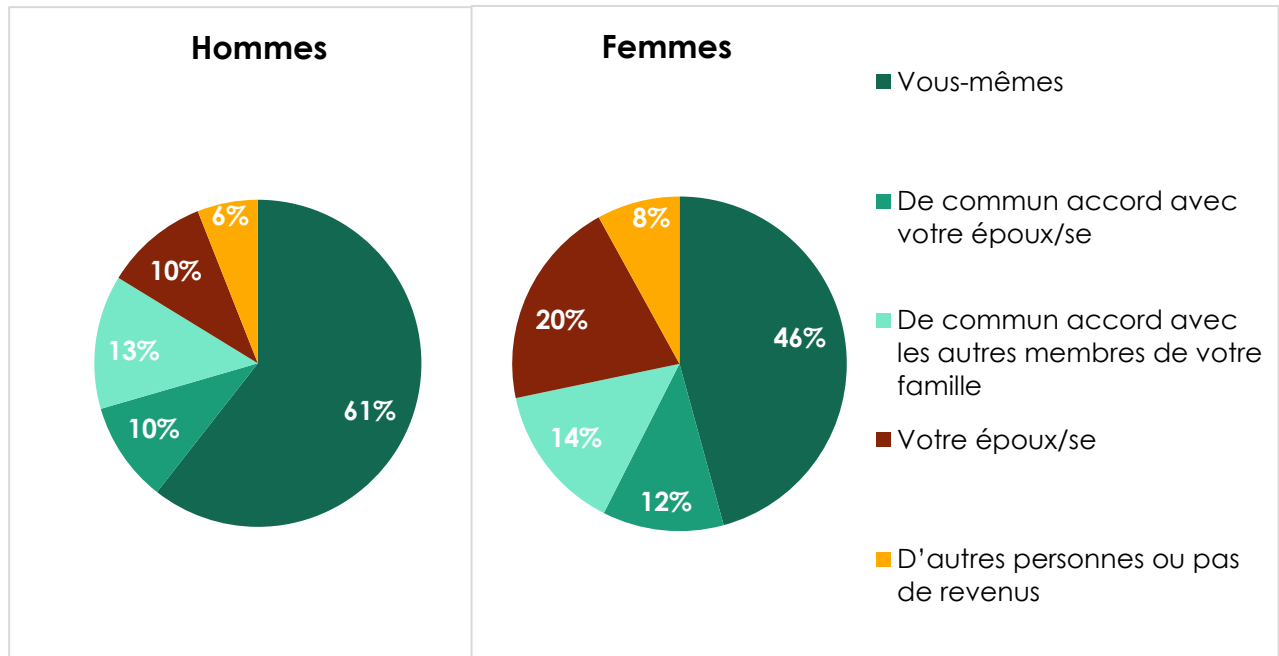
**Question posée aux répondants :** Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

**Figure 2 : Propriété d'actifs** | par sexe | Mauritanie | 2022



**Questions posées aux répondants :** Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ?  
 (% qui disent « oui »)

**Figure 3 : Qui décide de l'utilisation des revenus du ménage ? | par sexe | Mauritanie | 2022**



**Question posée aux répondants :** De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

### Demande et offre d'égalité

Les Mauritaniens ne sont pas pour le principe d'égalité en matière d'accès à l'emploi et à la terre.

Six répondants sur 10 (59%) estiment que les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes, contre 39% qui pensent que l'accès à un emploi devrait être égal entre les sexes (Figure 4).

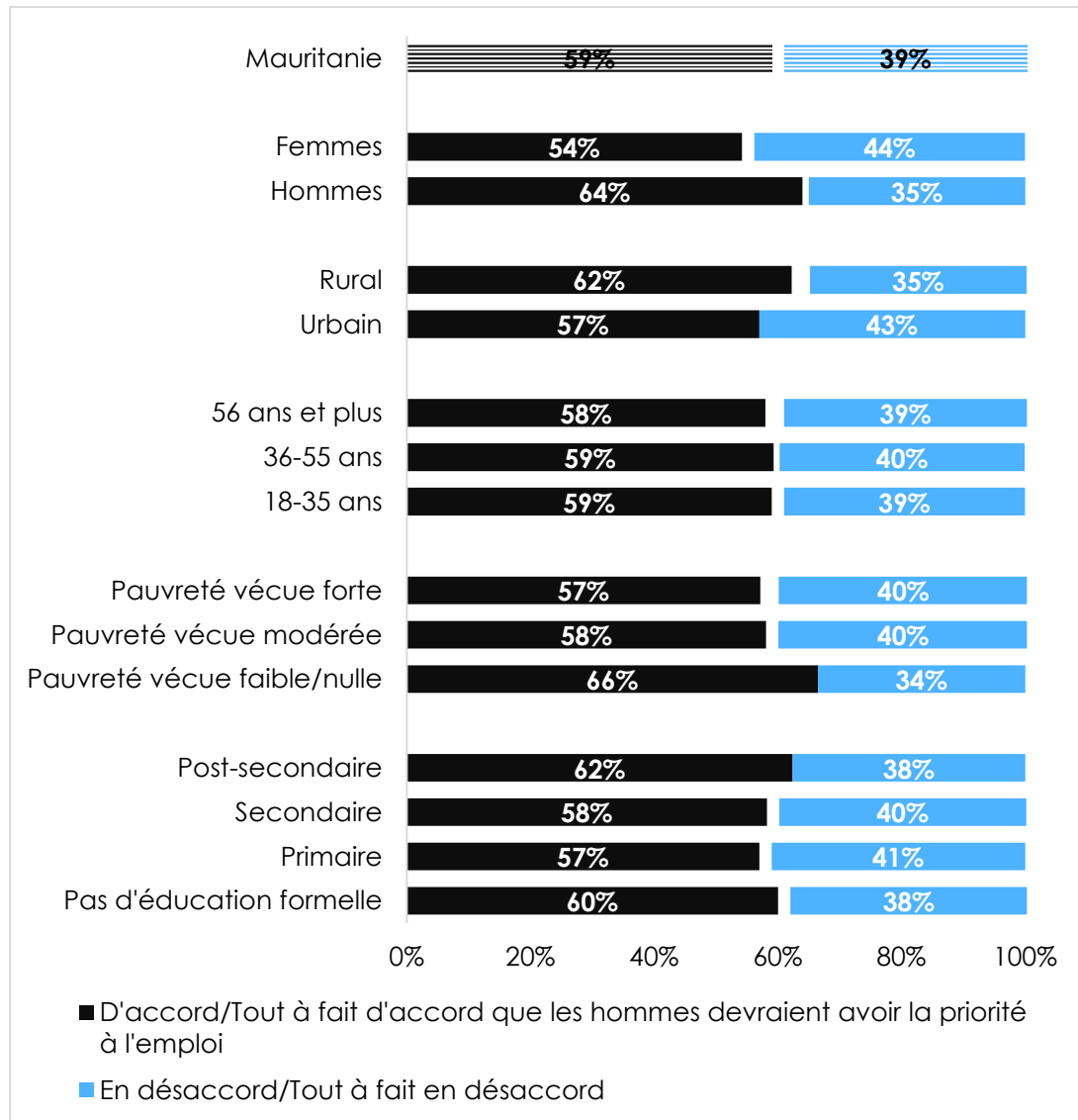
Les mieux nantis (66%)<sup>1</sup>, les hommes (64%), les résidents des milieux ruraux (62%) et les plus instruits (62% des post-secondaires) sont plus enclins de soutenir que les hommes devraient avoir la priorité à l'emploi que leurs homologues respectifs.

De la même manière, plus de six Mauritaniens sur 10 (63%) ne soutiennent pas l'égalité de droit à la possession ou succession du foncier entre l'homme et la femme, contre seulement 31% qui trouvent qu'il devrait avoir l'égalité dans ce domaine (Figure 5).

Les 36-55 ans (69%), les hommes (66%), les plus pauvres (66%) et les non-instruits (66%) sont plus susceptibles de soutenir l'inégal accès au foncier que leurs homologues respectifs.

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

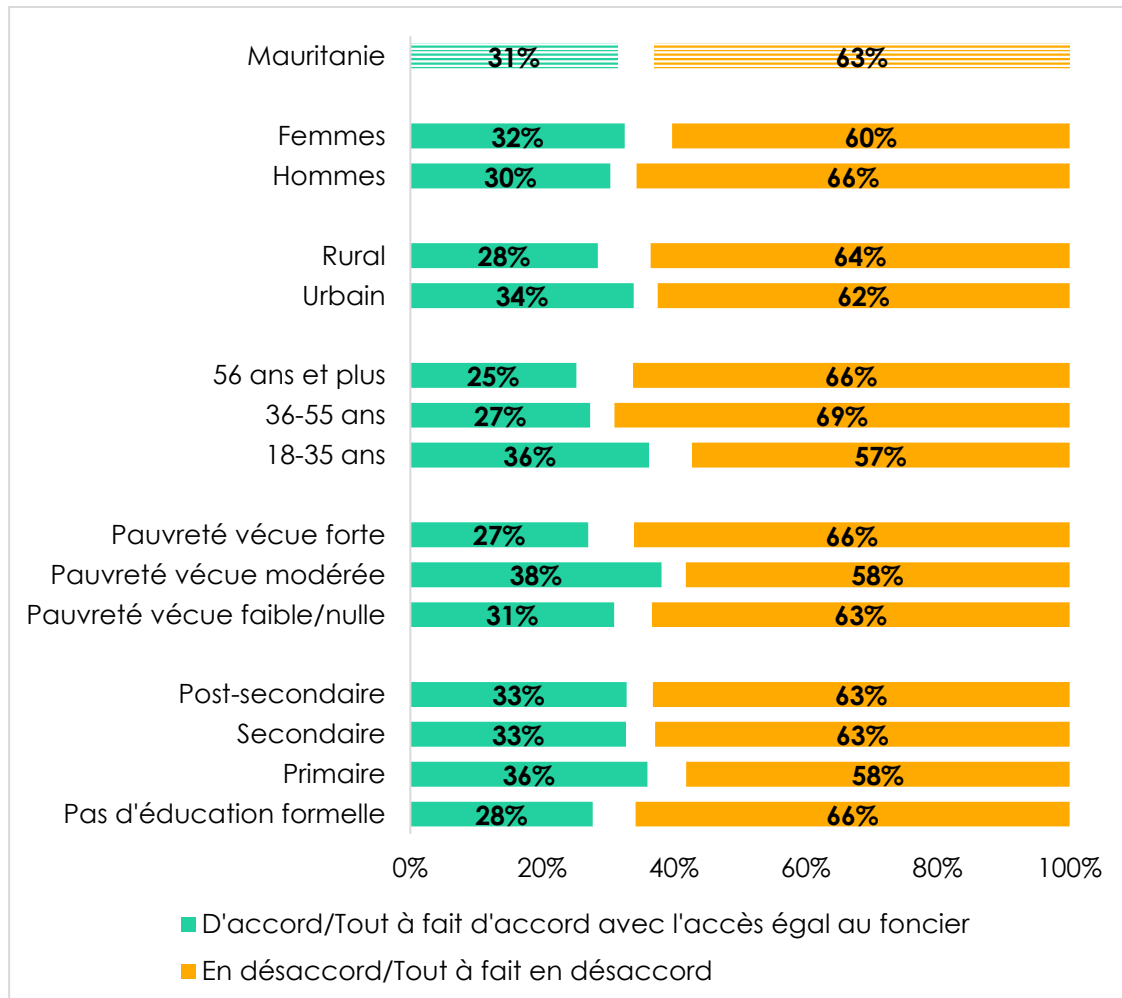
**Figure 4 : Les hommes devraient-ils avoir la priorité sur l'emploi ? | par groupe démographique | Mauritanie | 2022**



**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient-ils plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Figure 5 : Les femmes devraient-elles avoir les mêmes droits au foncier que les hommes ?** | par groupe démographique | Mauritanie | 2022



**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier ?

Malgré qu'ils n'adhèrent pas au principe d'égalité dans l'accès à l'emploi et au foncier, deux tiers (66%) des Mauritaniens disent que dans leur pays aujourd'hui les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi payant. Mais seulement une minorité (31%) d'entre eux sont du même avis quand il s'agit de l'égal accès au foncier (Figure 6).

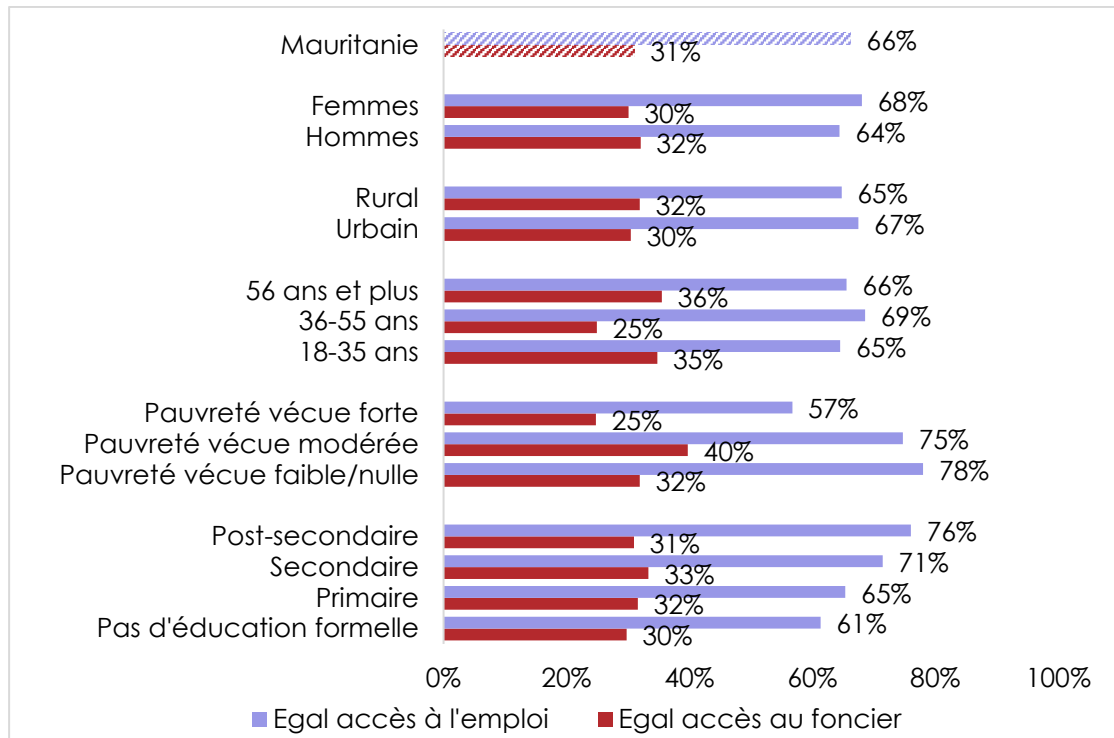
La perception que les hommes et les femmes ont un égal accès à l'emploi en Mauritanie est plus répandue parmi les plus nantis (75%-78%) et les plus instruits (71%-76%) que parmi les pauvres (57%) et les moins instruits (61%-65%).

Les Mauritaniens aisés (32%-40%) ont plus tendance à affirmer que les hommes et les femmes ont un accès égal au foncier dans leur pays que ceux qui vivent une forte pauvreté (25%).

Dans le domaine politique, la majorité (57%) des citoyens estiment que les femmes devraient être éligibles à des postes politiques autant que les hommes (Figure 7).

Mais si la majorité (65%) des Mauritaniens estiment qu'une femme qui se présente aux élections gagnerait en réputation, beaucoup disent qu'il est probable que cette dernière soit critiquée ou harcelée (50%) ou ait des ennuis avec sa famille (34%) (Figure 8).

**Figure 6 : Égal accès à l'emploi et à la terre** | par groupe démographique  
 | Mauritanie | 2022



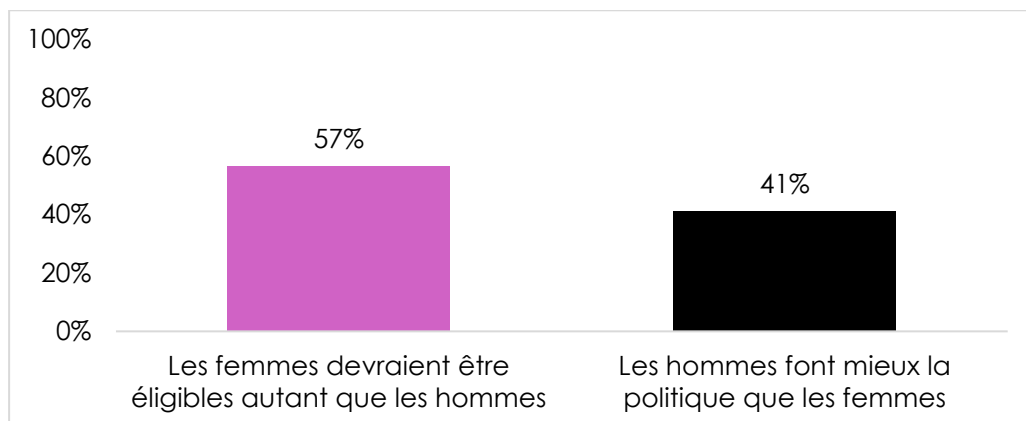
**Questions posées aux répondants :** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas entendu pour vous exprimer :

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter.

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

**Figure 7 : Les femmes devraient-elles être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes ?** | Mauritanie | 2022



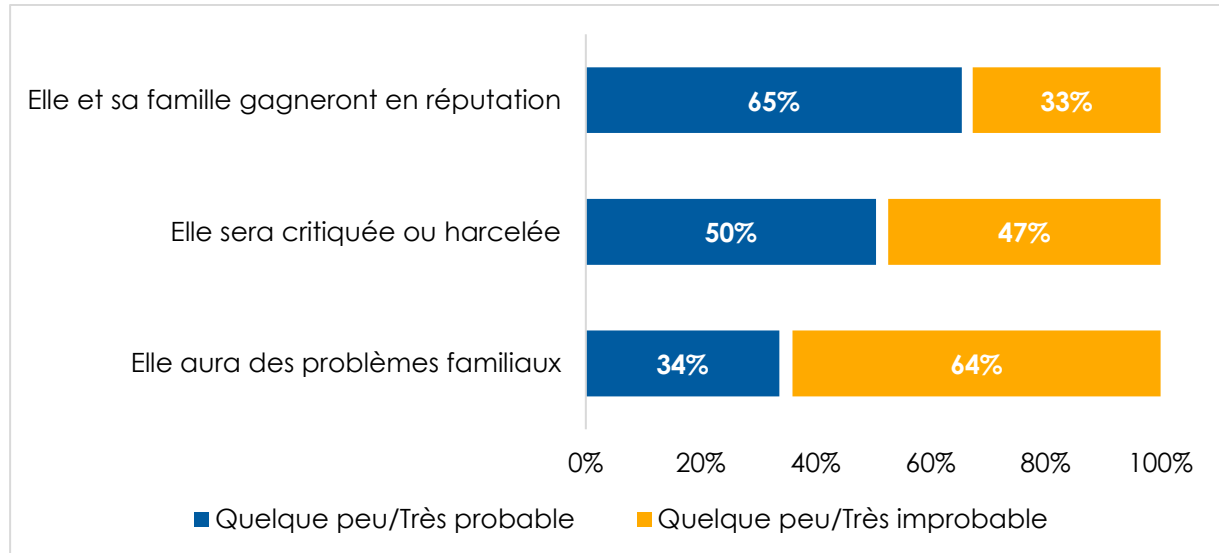
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

**Figure 8 : Comment la candidature à un poste électif peut-elle affecter la vie des femmes ? | Mauritanie | 2022**



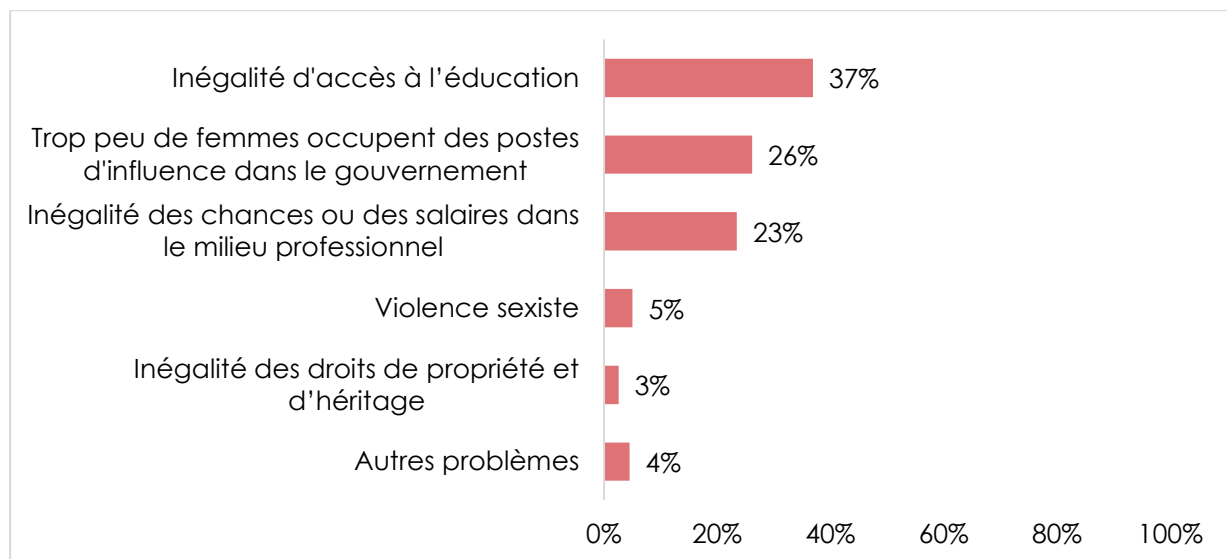
**Questions posées aux répondants :** Si une femme de votre communauté se présente aux élections, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent :

- Elle et sa famille gagneront en réputation dans la communauté ?
- Elle sera critiquée, insultée ou harcelée par d'autres membres de la communauté ?
- Elle aura des problèmes avec sa famille ?

### Promotion de l'égalité entre les genres

Le chemin vers l'égalité est jonché de divers défis. Aux yeux des Mauritaniens, l'inégalité d'accès à l'éducation (37%), la faible présence des femmes aux postes d'influence dans le gouvernement (26%) et l'inégalité des chances ou des salaires dans le milieu professionnel (23%) sont les trois principaux problèmes d'égalité genre auxquels le gouvernement et la société mauritanienne sont confrontés (Figure 9).

**Figure 9 : Plus importantes questions liées aux droits des femmes | Mauritanie | 2022**

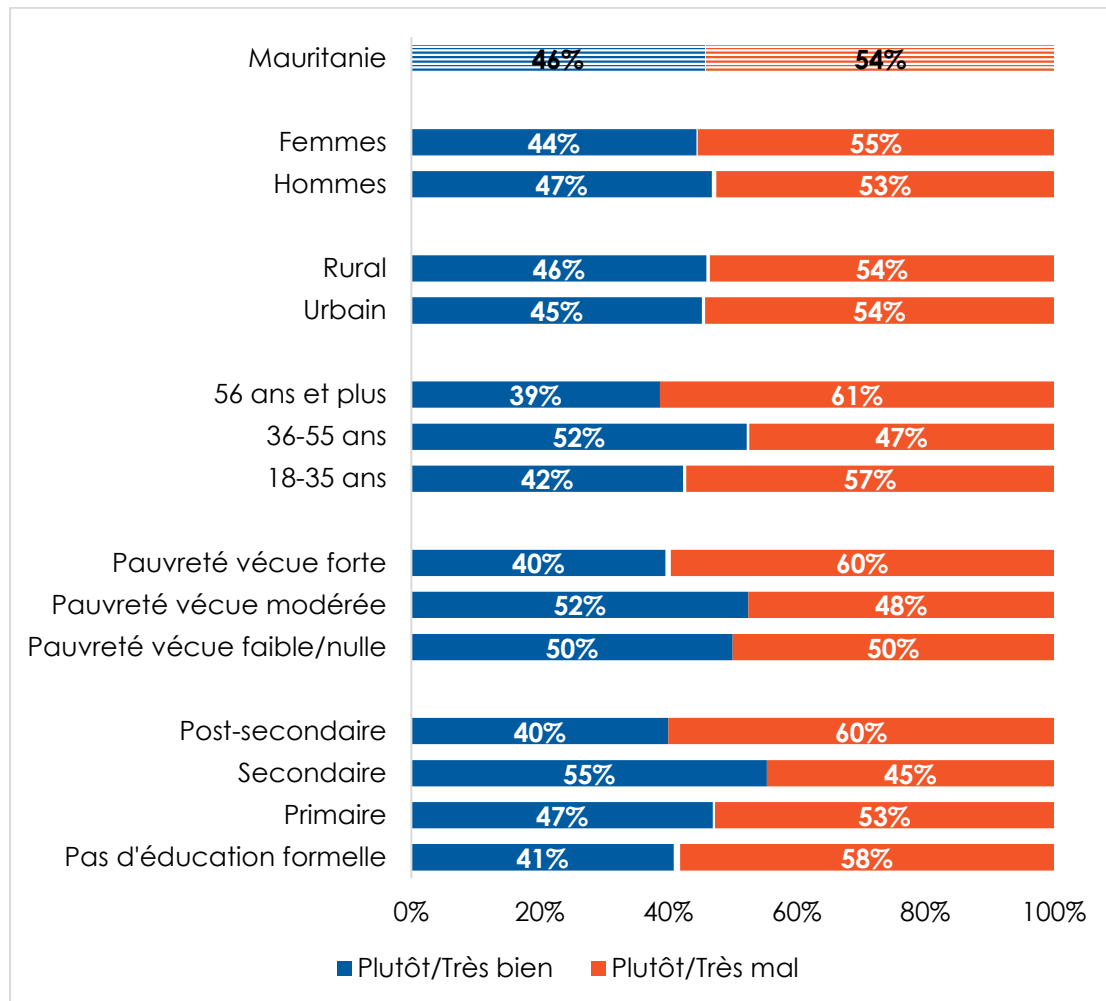


**Question posée aux répondants :** Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?



Concernant l'appréciation des performances du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes, les Mauritaniens n'arrivent pas à se départager. Près de la moitié (46%) approuvent les efforts réalisés par le gouvernement dans ce secteur, tandis que 54% trouvent que celui-ci fait un travail insatisfaisant (Figure 10).

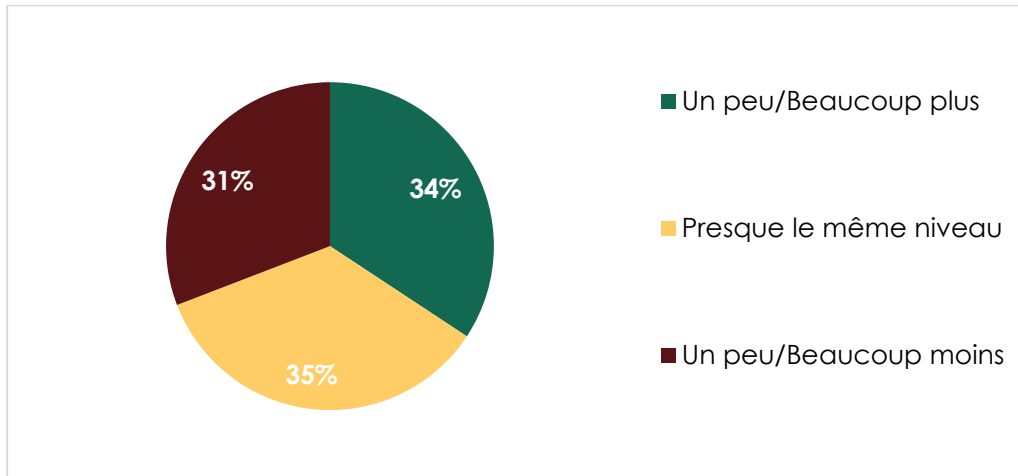
**Figure 10 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | par groupe démographique | Mauritanie | 2022**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

En outre, les Mauritaniens sont hésitants à demander des efforts supplémentaires à leur gouvernement dans le domaine de la promotion de l'égalité et des droits des femmes : Pendant que 34% veulent plus d'actions, 31% en veulent moins et 35% le même niveau d'efforts que ce qui a été fourni jusqu'à présent pour promouvoir l'égalité des genres (Figure 11).

**Figure 11 : Faut-il faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité des droits et des chances ? | Mauritanie | 2022**



**Question posée aux répondants :** À votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

### Conclusion

L'accès à l'éducation reste inégal en Mauritanie, au point où les citoyens jugent cette question comme étant la plus importante relative aux droits des femmes dans leur pays. A ce défi s'ajoutent la faible présence des femmes aux postes d'influence dans le gouvernement et l'inégalité des chances ou des salaires dans le milieu professionnel au rang des trois principaux problèmes d'égalité genre auxquels le gouvernement et la société mauritanienne sont confrontés.

Cependant, l'enquête révèle un autre défi majeur pour les droits des femmes en Mauritanie : Les femmes aussi bien que les hommes, les instruits aussi bien que les non instruits s'opposent au principe d'égalité en matière d'accès à l'emploi et à la terre. Et bien que la majorité des citoyens soutiennent l'égalité des chances dans le domaine de la politique, les résultats suggèrent que des mesures de soutien sont cruciales pour encourager la participation des femmes face à des préoccupations telles que la critique et le harcèlement.

## Références

- Egbetayo, V. (2019). L'inégalité des sexes : Une grande menace pour l'avenir de l'Afrique. Partenariat Mondial pour l'Éducation.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2023). Mauritanie : Malgré les progrès accomplis, encore trop de vies de femmes et de filles brisées, déclarent des expertes de l'ONU.
- Samuel Hall. (2022). Analyse rapide de genre sur la Mauritanie.

**Houda Selmane** est une statisticienne et économètre au sein du bureau SISTA, partenaire national d'Afrobarometer en Mauritanie. Email : selmanehouda@gmail.com

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel. Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 753 d'Afrobarometer | 22 décembre 2023